

L'Adresse—M. Lewis

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, quelqu'un de moins charitable que moi a dit que les sénateurs pourraient être intéressés à faire quelque chose au sujet de l'augmentation du prix du Geritol.

Des voix: Oh, oh!

M. Lewis: Un autre facteur important qui influe sur le coût de la vie au Canada est celui du logement. Le discours du trône fait directement allusion à l'habitation, mais qu'en résultera-t-il dans la pratique? S'il n'y a pas plus de suite qu'il y en a eu aux propositions faites lors de la dernière législature le gouvernement et la SCHL auront encore failli à la tâche devant cet urgent problème.

Je note qu'on n'a pas parlé d'une diminution des taux d'intérêt et qu'on a pas assez insisté pour obtenir plus d'argent des investisseurs pour des prêts hypothécaires. D'après nous, le Parlement en a le pouvoir et il devrait demander aux banques et autres institutions financières d'investir une certaine proportion de leurs réserves pour le logement et de baisser le taux d'intérêt des hypothèques. Chaque année, le besoin de logements convenables grandit. Je demande au gouvernement de saisir cette occasion de se mettre résolument à la tâche dès maintenant.

Une étude approfondie du discours du trône laisse entrevoir quelques propositions très importantes et souhaitables dans le domaine de la politique sociale, mais le libellé et quelques aspects soulèvent des doutes et des inquiétudes. Pendant de nombreuses années, le parti néo-démocrate a demandé que tous les Canadiens aient un revenu minimum ou, comme on l'appelle maintenant, le revenu annuel garanti. Nous nous réjouissons donc de voir qu'on accepte ce principe, du moins pour ceux qui ne peuvent travailler, les personnes âgées et les invalides. Je me demande toutefois ce que peut signifier un langage aussi inhabituel touchant les pensionnés. Dans le discours du trône, il est dit: «On vous soumettra un projet de loi destiné à améliorer la situation économique des bénéficiaires de la pension de vieillesse.» Nous avons hâte de connaître la signification précise de ces mots. Je me contenterai de dire maintenant que si l'on ne majore pas les pensions de base ou si le gouvernement n'accorde qu'une augmentation symbolique, les membres du Nouveau parti démocratique ne seront pas d'accord avec le gouvernement. Je suis convaincu qu'il en sera ainsi pour de nombreux autres députés et pour les Canadiens.

• (2020)

Des voix: Bravo!

M. Lewis: Nous surveillerons également de près les modifications proposées au régime d'assurance-chômage. Nous convenons que certains abus se sont produits aux termes de ce régime, et pas plus que tout autre parti à la Chambre nous n'excusons pareils abus, pas plus que nous nous opposons aux mesures voulues visant à raffermir l'administration pour autant que les innocents n'en soient pas victimes.

Ce que nous déplorons, monsieur l'Orateur, c'est que, suite aux mesures déjà prises par le ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration (M. Andras) en vue de resserrer certains règlements, des plaintes nous sont parvenues. En effet, des chômeurs canadiens ayant clairement droit aux prestations et se voyant cernés par les règlements nous lançent des cris de détresse. Je sais qu'il est maintenant jugé sage du point de vue politique de se faire l'écho

[M. Lewis.]

des sentiments de frustration qui sont apparus dans certains milieux au cours de la campagne électorale. J'ai toutefois également à vous dire, monsieur l'Orateur, à vous et aux députés, que nous, les membres du Nouveau Parti Démocratique, refusons d'être réactionnaires au sujet du bien-être social et des mesures de sécurité aussi essentielles que celles visant à l'installation d'une assurance-chômage humaine et généreuse. Nous n'accordons aucun appui à ceux qui tenteront d'émasculer notre programme d'assurance-chômage. Le vrai problème est le niveau inacceptable de chômage. Ce n'est pas la chasse aux chômeurs qui est le remède, mais la fin du chômage lui-même.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Lewis: Monsieur l'Orateur, nous continuons à considérer la question de l'indépendance économique comme cruciale pour l'avenir du Canada comme entité distincte, capable de façonner son propre destin.

L'une des principales questions qui se posent à nous dans ce domaine, c'est le projet du pipe-line de la vallée du Mackenzie. La dernière législature a refusé de laisser adopter le projet de loi sur la mainmise étrangère parce que nous pensions que ce projet, considéré séparément, était une façon farfelue d'aborder un problème pressant.

Nous allons donc attendre avec intérêt le détail des autres mesures mentionnées dans le discours du trône. Personne ne peut juger de leur valeur avant d'en connaître la teneur exacte.

Les limites de temps que m'impose le Règlement ne me permettent pas d'aborder d'autres éléments importants du discours du trône. Certains de mes collègues en traiteront plus tard,—notamment ce qui touche les propositions dans le domaine de l'agriculture—ce qui donne à entendre que le gouvernement est enfin disposé à décentraliser le ministère de l'Expansion économique régionale, la révision du pot-pourri de programmes de largesses dans le domaine de la recherche et du développement, les dépenses électorales, la nouvelle orientation des relations fédérales-provinciales et l'abandon des vieilles positions rigides. Voilà des questions dont nous avons parlé pendant la campagne électorale, et nous sommes heureux de voir que le gouvernement a au moins l'intention de faire quelques pas dans la bonne voie.

[Traduction]

Je ne peux me rasseoir sans offrir des félicitations au premier ministre et à ses collègues qui viennent de redécouvrir l'Ouest. Quel frisson d'émerveillement a dû les parcourir! Si quiconque a des doutes sur le processus démocratique, qu'il constate de nouveau le pouvoir magique d'une élection. Au bon moment et de la bonne façon, l'appel au peuple fait en sorte que les yeux se dessillent et que les cœurs se remettent à battre plus vite. Miracle des miracles, comme dans la chanson.

Je peux dire au premier ministre que j'ai communiqué avec les trois nouveaux premiers ministres de l'Ouest qui sont membres du Nouveau parti démocratique. Ils sont tous prêts à collaborer. La réunion du Conseil économique des Prairies qui doit se tenir à Winnipeg dans quelques mois, fournira peut-être l'occasion de faire des préparatifs pour la conférence en question, surtout parce que la Colombie-Britannique y participera et que le Conseil économique représentera vraiment l'Ouest et non seulement les Prairies. Je ne peux parler pour eux mais je suis certain que les premiers ministres de l'Ouest ne seront pas